

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Les quatre amendements à la Convention Europe du PS

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 1er mai 2013

Démocratie & Socialisme

*Dans le cadre de la convention Europe du Parti socialiste, les militants de « Maintenant La Gauche, le social au coeur » ont souhaité proposer aux militants socialistes de s'engager pour défendre une réorientation profonde de la construction européenne. **Le Bureau national du PS a refusé que ces propositions contenues dans un texte alternatif « Europe, le sursaut c'est urgent » soient soumises au débat.** Nous avons donc décidé, à défaut, de proposer 4 amendements préparés en commun avec d'autres responsables socialistes proches de Benoît Hamon et Henri Emmanuelli. Ces amendements seront notamment signés par Gérard Filoche, Jérôme Guedj, Marie-Noëlle Lienemann, Emmanuel Maurel...*

1. Le budget européen

Le compromis proposé par le Conseil européen est largement insuffisant pour faire face à la crise. **Nous demandons aux parlementaires européens d'obtenir par leur vote la renégociation de ce compromis et d'exiger du Conseil un budget ambitieux.** A termes, la construction d'une Europe de la croissance et de l'emploi implique la mise en place d'un vrai budget d'intégration solidaire, représentant au minimum 5% du PIB européen.

2. Le Pacte de stabilité

La priorité à la question sociale va de pair avec l'impératif de relance de l'économie. **Le pacte de stabilité ne s'applique déjà plus sous la pression des faits - la récession - et de la réorientation de la politique européenne défendue par François Hollande. Il doit être maintenant révisé.** Les dépenses d'investissements doivent être exclues du calcul des déficits, son fonctionnement doit rejeter la logique de sanction et introduire celle de coopération. **Le dogme du 3%, chiffre sans aucune valeur économique, doit être reconsidéré.** Le calendrier de réduction des déficits, pour être réaliste, doit tenir compte du cycle économique et de la nécessité de lutter contre le chômage.

3. L'accord de libre-échange transatlantique

Il faut suspendre les négociations pour un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. La mise en oeuvre de cet accord va à l'encontre du projet d'une Europe forte et indépendante dans un monde multipolaire. Ce serait en outre, diluer davantage les solidarités européennes dans un grand marché transatlantique. D'autres voies de coopération avec les Etats-Unis peuvent être promues mais l'accroissement du tout-concurrence n'est pas acceptable.

4. La politique de l'Euro

Par la force des choses, le rôle de la BCE est devenu central pendant la crise. **Pour autant, une réforme de la politique monétaire européenne et des statuts de la BCE est indispensable afin de faire de la croissance et de l'emploi des objectifs prioritaires.** En outre, la BCE doit pouvoir prêter directement aux Etats-membres sans contreparties. Enfin, **une politique de change doit être impulsée** avec pour objectif de mettre fin à la politique de l'euro fort